



Luxembourg, le - 5 MARS 2013

Arrêté N° : 1/11/0561

**LE MINISTRE DELEGUE AU DEVELOPPEMENT  
DURABLE ET AUX INFRASTRUCTURES,**

Vu l'arrêté N° 1/11/0323 du 14 octobre 2011, délivré par le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures, autorisant la société INNOVATION CLUSTER S.à r.l., à procéder à des travaux de terrassement/excavation en vue de la construction d'un complexe immobilier comprenant des laboratoires et des bureaux à L-4354 Esch-sur-Alzette, rue Henri Koch, sur un terrain inscrit auprès de l'Administration du Cadastre et de la Topographie sous les numéros 2157/18069 et 2157/18070, section A d'Esch-Nord ;

Vu la demande du 14 novembre 2011, complétée en date du 6 mars 2012 et du 14 juin 2012, présentée par la société CSD Sécurité S.A., pour le compte de la société INNOVATION CLUSTER S.à r.l., aux fins d'obtenir l'autorisation pour l'aménagement et l'exploitation d'un complexe immobilier (bloc D) comprenant des laboratoires et des bureaux à Esch-sur-Alzette, 29, rue Henri Koch, sur un terrain inscrit auprès de l'Administration du Cadastre et de la Topographie sous les numéros 2157/18069 et 2157/18070, section A d'Esch-Nord ; que plus particulièrement l'autorisation est sollicitée pour les éléments suivants :

- ◆ un chantier de construction d'un complexe immobilier comprenant des laboratoires et des bureaux ;
- ◆ un complexe immobilier comprenant notamment :
  - quatre ascenseurs à entraînement électrique ;
  - un parking souterrain de 14 emplacements pour véhicules ;
  - des bureaux occupant une surface totale de 1.835 m<sup>2</sup> ;
  - des surfaces réservées à des laboratoires ;
  - un poste de transformation de type sec d'une puissance électrique nominale de 800 kVA ;
  - des panneaux photovoltaïques situés en toiture de la partie administrative du bâtiment ;



- diverses installations de ventilation ;
- une installation UPS de 120 kVA alimentée par des batteries ;
- un échangeur de chaleur d'une puissance thermique maximale de 346,88 kW;
- une pompe de relevage pour eaux usées ;
- une pompe de relevage pour eaux pluviales et un ouvrage à vanne asservit sur la détection incendie ;

Vu la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés ;

Vu le règlement grand-ducal du 10 mai 2012 portant nouvelles nomenclature et classification des établissements classés ;

Vu l'article 5 de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés disposant que des procédures d'autorisation distinctes peuvent être arrêtées pour :

- la démolition, l'excavation et les terrassements,
- la construction et gros œuvre seulement, y compris l'utilisation rationnelle de l'énergie, les mesures appropriées en cas de sinistre, et
- l'exploitation en fonction de l'utilisation finale de l'immeuble ;

Vu le plan de situation et celui des lieux ;

Considérant qu'en vertu du règlement grand-ducal du 10 mai 2012, le parking couvert privé de 14 emplacements pour véhicules tombe sous le régime de la classe 4 (point de nomenclature N° 060203.01) ; que conformément à l'article 4 de la loi modifiée du 10 juin 1999 les éléments relevant de la classe 4 sont soumis aux prescriptions fixées par règlement grand-ducal ; que par conséquent le parking en question ne fait pas l'objet du présent arrêté ;

Considérant qu'en vertu du règlement grand-ducal du 10 mai 2012, le poste de transformation d'une puissance électrique nominale de 800 kVA tombe sous le régime de la classe 4 (point de nomenclature N° 070111.01) ; que conformément à l'article 4 de la loi modifiée du 10 juin 1999 les éléments relevant de la classe 4 sont soumis aux prescriptions fixées par règlement grand-ducal ; que par conséquent le poste de transformation en question ne fait pas l'objet du présent arrêté ;

Vu le règlement grand-ducal du 31 août 2010 concernant la performance énergétique des bâtiments fonctionnels et en particulier le certificat de performance énergétique, établi par la société Project S.A. et portant la date du 27 octobre 2011 ;

Vu la loi rectifiée du 25 novembre 2005 concernant l'accès du public à l'information en matière d'environnement ;

Considérant qu'il ressort du dossier de demande :

- que les travaux de chantier ne seront exécutés que pendant la période allant de 7<sup>00</sup> heures à 19<sup>00</sup> heures ;
- que le bâtiment sera alimenté en énergie thermique via un réseau de chauffage urbain existant ;



Considérant qu'il ressort du dossier de demande qu'une demande d'autorisation distincte sera introduite pour l'exploitation des laboratoires ;

Considérant qu'il ressort du dossier de demande que le complexe immobilier sera raccordé au bassin de rétention des eaux d'extinction propre à la zone d'activités ;

Considérant que les conditions imposées dans le cadre du présent arrêté sont de nature à limiter les nuisances sur l'environnement à un minimum ;

Que partant il y a lieu d'accorder l'autorisation sollicitée,

## ARRÊTE :

### **Article 1<sup>er</sup> : Conditions sous réserve desquelles l'autorisation est accordée**

L'autorisation sollicitée est accordée sous réserve des conditions suivantes :

#### **1 Éléments autorisés**

##### **1.1 Concernant les différents éléments autorisés**

a) Sont autorisés à Esch-sur-Alzette, 29, rue Henri Koch, sur un terrain inscrit auprès de l'Administration du Cadastre et de la Topographie sous les numéros 2157/18069 et 2157/18070, section A d'Esch-Nord, les éléments suivants :

Désignation de l'activité Volume/Capacité de l'équipement/l'installation
<ul style="list-style-type: none"><li>◆ un chantier de construction d'un complexe immobilier comprenant des laboratoires et des bureaux ;</li><li>◆ un complexe immobilier comprenant notamment :<ul style="list-style-type: none"><li>• quatre ascenseurs à entraînement électrique ;</li><li>• des bureaux occupant une surface totale de 1.835 m<sup>2</sup> ;</li><li>• des surfaces réservées à des laboratoires ;</li><li>• des panneaux photovoltaïques situés en toiture de la partie administrative du bâtiment ;</li><li>• diverses installations de ventilation ;</li><li>• une installation UPS de 120 kVA alimentée par des batteries ;</li><li>• un échangeur de chaleur d'une puissance thermique maximale de 346,88 kW ;</li></ul></li></ul>



- une pompe de relevage pour eaux usées ;
- une pompe de relevage pour eaux pluviales et un ouvrage à vanne asservit sur la détection incendie.

b) Ne sont pas couverts par le présent arrêté, les éléments suivants :

- l'exploitation des laboratoires, du fait que l'exploitation des laboratoires ne fait pas objet de la demande d'autorisation ;
- le poste de transformation d'une puissance électrique nominale de 800 kVA et le parking souterrain privé de 14 emplacements pour véhicules, du fait qu'ils sont soumis aux prescriptions fixées par règlement grand-ducal.

## **1.2 Concernant la durée de validité de l'autorisation**

a) L'établissement doit être mis en exploitation dans un délai de 24 mois à compter de la date du présent arrêté.

b) L'exploitant doit communiquer préalablement à l'Administration de l'environnement la date du début du chantier ainsi que la date de démarrage des installations et/ou des activités de l'établissement.

## **2 Modalités d'application**

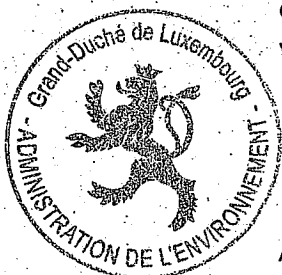
a) L'établissement doit être aménagé et exploité conformément à la demande du 14 novembre 2011, complétée en date du 6 mars 2012 et du 14 juin 2012, sauf en ce qu'elle aurait de contraire aux dispositions du présent arrêté. Ainsi le dossier de demande fait partie intégrante du présent arrêté. L'original du dossier de la demande, qui vu sa nature et sa taille, n'est pas joint au présent arrêté, peut être consulté par tout intéressé au siège de l'Administration de l'environnement, sans déplacement.

b) Lors d'un contrôle d'inspection, l'exploitant doit mettre à la disposition des autorités de contrôle compétentes une copie du présent arrêté d'exploitation ainsi que les résultats des contrôles imposés en relation avec la protection de l'environnement. Ces résultats des contrôles doivent être tenus à disposition sur le site d'exploitation pendant une durée de dix ans.

## **3 Protection de l'air**

### **3.1 Concernant les exigences en général**

a) L'exploitation de l'établissement et plus particulièrement l'évacuation des émissions de gaz et de poussières doit se faire de sorte à ne pas incommoder les voisins par de mauvaises odeurs, ni constituer un risque pour leur santé.



- b) Tout brûlage à l'air libre est interdit sur le site.

### **3.2 Concernant les conditions de rejets en général**

#### **3.2.1 Les exigences en général**

- a) Les effluents ne doivent pas être à l'origine d'impacts négatifs sur le milieu naturel ambiant.
- b) Les rejets de polluants doivent être collectés et évacués d'une manière contrôlable dans l'atmosphère, ceci moyennant des ouvrages appropriés. Le cas échéant, les effluents doivent être traités préalablement dans une installation de filtration appropriée.
- c) La dilution des rejets pour respecter les limitations en question est interdite.

#### **3.2.2 Les exigences quant aux ouvrages d'évacuation**

- a) Les ouvrages d'évacuation de rejets doivent être conçus de manière à favoriser une bonne diffusion des effluents dans l'atmosphère.
- b) A cette fin la forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, doit être conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des rejets dans l'atmosphère. L'emplacement de ces conduits doit être tel qu'il ne puisse en aucun moment y avoir siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Les contours des conduits ne doivent pas présenter de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché doit être continue et lente.
- c) Les ouvrages d'évacuation doivent être conçus et aménagés spécialement à cet effet. Ils doivent être étanches et résistants aux rejets y évacués. Ils doivent être entretenus régulièrement afin de garantir en permanence les exigences stipulées ci-avant.

### **3.3 Concernant l'utilisation rationnelle de l'énergie**

L'établissement doit être conforme aux dispositions du règlement grand-ducal du 31 août 2010 concernant la performance énergétique des bâtiments fonctionnels et au règlement ministériel modifié du 7 décembre 2010 fixant les facteurs d'économie moyens et les facteurs climatiques prévus à l'annexe du règlement grand-ducal du 31 août 2010 concernant la performance énergétique des bâtiments fonctionnels qui constituent les meilleures techniques disponibles en matière d'environnement.



### 3.4 Concernant l'utilisation de produits/substances halogénés

Toute exploitation et tout stockage des substances suivantes sont interdits :

- les réfrigérants R11, R12, R113, R114, R115 et R22, ou tout autre mélange contenant un ou plusieurs de ces substances, dans les appareils de refroidissement ;
- les solvants trichloroéthane 1.1.1. et tétrachlorocarbone ;
- les halons 1211, 1301 et 2402.

Le stockage ainsi que l'utilisation de mousse renfermant une des substances halogénées mentionnées ci-avant sont également interdits.

## 4 Protection des eaux

### 4.1 Concernant l'évacuation des eaux usées en général

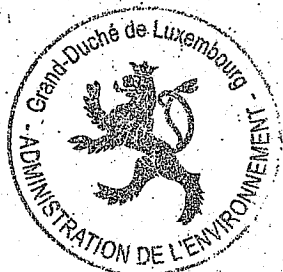
a) L'établissement doit être raccordé au réseau d'égout public et les eaux usées (eaux sanitaires, eaux résiduelles résultant de l'exploitation de l'établissement, eaux de pluie, etc.) y doivent être évacuées conformément aux dispositions du règlement communal sur la canalisation et sous réserve des restrictions et conditions énumérées ci-dessous. Si le réseau d'égout est du type séparatif, seules les eaux de surface et de toiture non polluées pourront être raccordées à la canalisation pour eaux de pluie.

b) Ne peuvent être déversés dans l'égout, des liquides et matières pouvant

- nuire au personnel de l'administration chargée de la surveillance et de l'entretien du réseau d'égout et des installations d'épuration ;
- détériorer les conduites et les installations ;
- compromettre le traitement et l'utilisation ultérieures des eaux résiduelles et/ou des boues résultant du traitement de ces eaux ;
- provoquer, dans le cours d'eau récepteur, une pollution ayant des conséquences de nature à mettre en danger la santé humaine, à nuire aux ressources vivantes et au système écologique aquatique, à porter atteinte aux agréments ou à gêner d'autres utilisations légitimes des eaux ainsi que compromettre leur conservation et leur écoulement.

c) Il est interdit notamment d'introduire dans l'égout

- des corps pouvant l'obstruer, tels que déchets de cuisine, balayures, sables, ciment, cendres, cartons, bandes hygiéniques, matières plastiques, etc., même après traitement dans un broyeur ;
- des hydrocarbures tels que solvants organiques (chlorés et non-chlorés), des huiles minérales, des graisses et des huiles végétales et animales, des émulsions, etc.;
- des produits chimiques tels qu'acides, bases, phénols, sels de métaux lourds, cyanures, etc.; font exception, les substances facilement biodégradables comme



- les alcools inférieurs (par exemple alcool éthylique, glycols) et autres substances similaires lorsqu'elles sont déversées en faibles quantités ;
- des résidus de produits toxiques et/ou écotoxiques, des résidus contenant des organismes contagieux, etc.;
  - des substances radioactives qui n'ont pas fait l'objet d'une autorisation spécifique par le Ministre de la Santé ;
  - des matières qui par suite de putréfaction, de décomposition, de fermentation ou de toute autre circonstance répandent des émanations nuisibles incommodes ou une forte odeur ;
  - des matières combustibles ou pouvant provoquer une explosion ;
  - des eaux chaudes d'une température supérieure à 40°C à l'entrée dans les égouts. Le raccordement direct au réseau d'égout des conduites de vapeur et des purgeurs de chaudière est défendu ;
  - des eaux courantes.

## **4.2 Concernant le raccordement des sols des ateliers de travail, des locaux techniques et de stockage au réseau d'égout**

Toutes dispositions doivent être prises pour qu'il ne puisse y avoir, en cas d'accident tel que rupture de récipient, un déversement de produits chimiques liquides et/ou d'hydrocarbures vers l'égout ou vers l'extérieur. A cette fin, il sera notamment interdit de raccorder les sols des ateliers de travail, des locaux techniques et de stockage au réseau d'égout.

## **4.3 Concernant les exigences relatives à la rétention des eaux d'extinction**

### **4.3.1 Les exigences en général**

a) Pour le cas où la somme des substances halogénées par compartimentage (T60 et F90) dépasse 1.000 kg (\*), l'établissement doit être construit et aménagé de telle façon que, lors d'un incendie tous les agents d'extinction puissent être déviés par gravité vers un(des) système(s) de rétention des eaux d'extinction.

(\*) Cette somme découle du document « *Notwendigkeit und Gestaltung von Löschwasserrückhaltungseinrichtungen – Empfehlungen für das Genehmigungsverfahren nach dem Gesetz vom 10. Juni 1999 - Mai 2003* » de l'Administration de l'environnement.

b) Les aires destinées au stockage de produits / substances dangereux pour l'environnement doivent être aménagées de telle façon que, lors d'un incendie tous les agents d'extinction puissent être retenus dans un système de rétention des eaux d'extinction.

c) L'activation des vannes de fermeture intégrées dans le(s) système(s) de rétention des eaux d'extinction ainsi que le blocage d'éventuelles pompes de relevage d'eaux usées doivent être commandés automatiquement par le biais du système de détection de feu/fumée de l'établissement.



#### 4.3.2 *Concernant le(s) système(s) de rétention*

Le(s) système(s) de rétention doi(ven)t être

- dimensionné(s) de manière à pouvoir recueillir tous les agents d'extinction pouvant se produire lors d'un sinistre ;
- construit(s) de manière (avec les matériaux et revêtements appropriés) afin de garantir une parfaite étanchéité contre les agents d'extinction, une résistance à l'action physique et chimique de ces agents, ainsi qu'une stabilité suffisante au feu.

#### 4.3.3 *Concernant les agents d'extinction*

En ce qui concerne les agents d'extinction retenus dans le(s) système(s) de rétention, ceux-ci sont considérés comme déchets dangereux et sont à éliminer en tant que tels, conformément à la législation afférente.

### 5 **Protection du sol et du sous-sol**

#### 5.1 **Concernant le stockage et la manipulation des produits inflammables, toxiques corrosifs ou dangereux pour l'environnement** (à l'exception du stockage de gasoil-chauffage, de gasoil-routier et d'essence)

##### 5.1.1 *Les exigences générales*

a) L'entreposage des produits inflammables, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement ne peut se faire que dans un ou plusieurs locaux spécialement désignés et aménagés à cet effet. En plus ces produits doivent être entreposés dans des récipients (réservoirs) ou emballages répondant aux exigences stipulées ci-dessous.

b) Le stockage et la manipulation de ces produits doivent être effectués sur des aires étanches et conçues de manière à retenir des fuites éventuelles. Par conséquent, le raccordement des aires de stockage et de manipulation au réseau de canalisation est interdit.

c) Les matières entreposées doivent pouvoir être identifiées moyennant des enseignes (étiquettes) d'une taille appropriée permettant une identification bien intelligible. En tout cas, les enseignes doivent indiquer en caractères très lisibles le nom du produit et les symboles de danger conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparation chimiques dangereuses.

d) Les produits liquides polluants et toxiques pour l'environnement doivent être stockés dans des récipients (réservoirs) spécialement prévus à cet effet. Ces





réipients doivent être adaptés, selon les meilleures connaissances techniques, au type de produits qu'ils contiennent.

e) Les produits de nature diverse qui au moment de leur contact peuvent donner lieu à des réactions chimiques et/ou physiques dont notamment le dégagement de chaleur ou de gaz toxiques, l'incendie ou l'explosion, doivent être exploités et entreposés de façon séparée de sorte que leur contact sous quelque forme que ce soit, soit rendu impossible.

Toutefois, leur entreposage ne peut jamais se faire dans une même cellule.

f) Exception au point précédent est faite pour les produits dont les quantités entreposées sont inférieures à 30 litres et placées à une distance minimale de 2 mètres les unes par rapport aux autres. Toutefois, ces produits doivent être entreposés de sorte à ce que tout écoulement éventuel soit retenu et ne puisse entrer en contact ni avec un réipient contenant un produit incompatible ni avec ce produit même éventuellement écoulé lui aussi.

g) Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement doit être effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).

h) L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

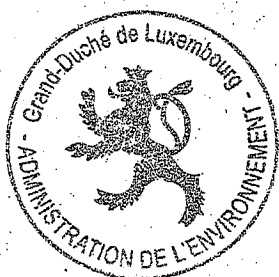
i) L'exploitant doit tenir en réserve un certain stock de produits fixants ou de produits absorbants appropriés permettant de retenir ou de neutraliser les produits chimiques accidentellement répandus. Ces produits doivent être stockés en des endroits visibles et facilement accessibles avec les moyens nécessaires à leur mise en œuvre.

#### 5.1.2 *Les exigences en matière du stockage de produits liquides dans des réipients mobiles*

a) Les produits chimiques liquides (laques, solvants, acides, bases, etc.) doivent être contenus dans des réipients construits suivant les règles de l'art. Ces réipients doivent présenter toutes les garanties nécessaires de solidité, de rigidité, de stabilité et d'étanchéité.

b) Les réipients doivent être placés dans une cuve étanche aux produits stockés et à l'eau. Cette cuve doit avoir une capacité égale ou supérieure à la capacité du plus grand réipient augmentée de 10 % de la capacité totale des autres réservoirs contenus dans la cuve. Dans le cas d'un seul réipient, la cuve doit avoir une contenance au moins égale à la capacité du stockage.

c) Afin de garantir une étanchéité parfaite des cuves, celles-ci doivent être du type préfabriqué. Leur étanchéité pour le type de produit qu'elles peuvent contenir doit être certifiée par leur fabricant.



d) Les récipients contenant des produits incompatibles ne doivent pas être associés à une même rétention.

## **5.2 Concernant les acides contenus dans les batteries et accumulateurs**

a) Toutes les mesures préventives doivent être appliquées afin d'éviter un écoulement d'acides vers une canalisation ou dans le sol.

b) Tout écoulement quelconque d'acides doit être immédiatement absorbé moyennant un produit approprié, disponible à tout moment en quantité suffisante dans le local où sont placées les batteries. Le produit absorbant est à considérer comme déchet dangereux.

c) Les batteries (accumulateurs) doivent être placées dans un local couvert, aménagé spécialement à ces fins et ventilé de manière appropriée.

d) Les batteries contenant de l'acide qui n'est pas stabilisé par un gel ou une matière absorbant l'acide doivent être placées au-dessus d'une cuve de rétention étanche résistant à l'acide. Cette cuve doit avoir une capacité suffisante pour retenir les acides en cause. L'étanchéité de la cuve doit être garantie par son fabricant.

## **5.3 Concernant la décontamination du sol et du sous-sol**

a) En cas de pollution du sol et du sous-sol par des produits/substances (solides, liquides et gazeux) dangereux pour l'environnement (p. ex. à la suite d'une fuite d'un réservoir), l'exploitant doit sans délai

- prendre toutes les dispositions nécessaires pour faire cesser le trouble constaté ;
- faire appel à l'Administration des services de secours (tél. : 112) ;
- procéder à la décontamination du site ainsi pollué.

En outre l'exploitant doit avertir dans les plus brefs délais l'Administration de l'environnement suivant les modalités décrites dans le chapitre «Mesures d'information en cas d'incident ou d'accident».

b) Tout transfert de déchets doit respecter la législation relative aux transferts de déchets dont plus particulièrement le règlement (CE) N° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets ainsi que le règlement grand-ducal du 7 décembre 2007 concernant le transfert national de déchets. Le cas échéant les déchets ne peuvent être transférés vers leurs destinataires qu'après notification préalable conformément à ces législations et sous le couvert d'un formulaire de mouvement/accompagnement prévu spécialement à cet effet.

c) Au cas où les matières polluées ne peuvent pas être immédiatement évacuées, l'exploitant doit procéder à leur entreposage dans des conditions à éviter tout écoulement ou toute évaporation des substances polluantes. Ce stockage doit également se faire à l'abri des intempéries.



d) Sur demande motivée de l'Administration de l'environnement, l'exploitant doit faire établir par un organisme agréé un programme analytique détaillé et précis en vue de la détection et de la quantification d'une pollution éventuelle. Ce programme doit entre autres comprendre

- un examen approfondi in situ comprenant :
  - des forages ou des sondages dans le sous-sol (\*) ;
  - des analyses de terres et d'eaux souterraines ;
  - (le cas échéant) la pose de piézomètres sur l'aire contaminée ou soupçonnée d'être contaminée.

(\*) Au moins un forage de reconnaissance doit être réalisé. Dans tous les cas, ce forage doit être plus profond que le niveau inférieur des fondations des ouvrages. Il doit aller en principe jusqu'au niveau de la nappe d'eaux souterraines sans pour autant dépasser la profondeur d'un mètre dans le substratum rocheux.

- un rapport d'évaluation y relatif contenant
  - les résultats des analyses ;
  - des coupes indiquant les forages et sondages réalisés ainsi que leur situation ;
  - un extrait détaillé de la carte géologique ainsi qu'une coupe géologique schématique montrant les différentes formations géologiques du sous-sol et le niveau de la nappe d'eau souterraine la plus proche.

e) Les modalités concernant l'assainissement et l'élimination des déchets en résultant seront déterminées en détail dans un arrêté ministériel séparé, ceci en vertu de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés.

f) L'exploitant doit charger un organisme agréé d'établir un rapport final concernant l'état de pollution du site après décontamination. Des rapports intermédiaires, à dresser par l'organisme agréé, renseignant sur l'état d'avancement des travaux d'assainissement, peuvent être demandés par l'Administration de l'environnement à l'exploitant.

## **6**

### **Lutte contre le bruit**

#### **6.1**

#### **Conditions de base**

a) Les installations et leurs annexes seront construites, équipées et exploitées de façon à ce que le fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

b) L'intensité et la composition spectrale des émissions sonores doivent être limitées de façon à ne pas provoquer dans les locaux du voisinage des vibrations susceptibles de causer une gêne anormale aux habitants.

c) L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirène, haut-parleurs, etc.) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est



exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

## **6.2 Concernant l'impact sonore**

A la limite de la propriété la plus proche bâtie ou susceptible d'être couverte par une autorisation de bâtir en vertu de la réglementation communale existante, les niveaux de bruit équivalents causés par les installations fixes ne doivent pas dépasser la valeur de 35 dB(A)Leq.

## **6.3 Concernant les exigences en matière de mesurage de bruit**

a) Les mesures du bruit sont à exécuter conformément à l'annexe du règlement grand-ducal du 13 février 1979 concernant le niveau de bruit dans les alentours immédiats des établissements et des chantiers.

b) Dans le cas où le spectre des émissions de bruit est dominé par une tonalité précise, le niveau de bruit déterminé est à majorer de 5 dB(A).

c) Dans le cas où des bruits impulsifs répétés se superposent au niveau sonore de base et dépassent ce niveau de 10 dB(A), le Leq déterminé est à majorer de 5 dB(A).

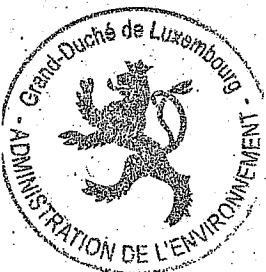
## **7 Prévention et gestion des déchets en provenance de l'exploitation normale de l'établissement**

### **7.1 Conditions générales concernant la gestion des déchets**

a) L'exploitant doit veiller à ce que la gestion des déchets soit effectuée conformément aux indications du plan de prévention et de gestion et en respectant, par ordre de priorité, les objectifs suivants :

- la prévention ;
- la préparation en vue du réemploi ;
- le recyclage ;
- toute autre valorisation, notamment valorisation énergétique, et
- l'élimination.

L'exploitant assure la mise à jour régulière du plan et procède à sa révision au moins tous les cinq ans. A l'échéance, l'exploitant doit faire parvenir sans délai la révision du plan à l'Administration de l'environnement. L'exploitant doit utiliser le format préétabli mis à disposition par l'Administration de l'environnement pour la révision du plan de prévention et de gestion des déchets. Le cas échéant, l'Administration de l'environnement peut demander à l'établissement que la révision soit établie et/ou vérifiée par un organisme agréé.



La révision du plan doit tenir compte des éléments suivants :

- l'utilisation de procédés et la mise en œuvre de produits permettant de prévenir la production de déchets ;
- la collecte séparée des différentes fractions de déchets en vue d'assurer un recyclage de qualité des différentes fractions ;
- la valorisation ou l'élimination des différentes fractions de déchets dans des filières répondant aux meilleures techniques disponibles ;
- la documentation appropriée en vue d'assurer la transparence des flux de déchets ;
- la formation et la sensibilisation du personnel en matière de gestion des déchets.

La révision du plan doit mentionner au moins de façon claire et précise les points suivants :

- 1) la dénomination et la classification des déchets (déchets nouvellement produits et déchets qui ne sont plus produits) ;
- 2) les lieux et raisons de production des déchets ;
- 3) les quantités de déchets en "kg" ;
- 4) les caractéristiques techniques et physiques (déchets dangereux/toxiques, etc.) ;
- 5) le cas échéant, les fractions de déchets valorisés dans l'établissement même ;
- 6) le nom et l'adresse exacte du (ou des) transporteur(s) et courtier(s)/négociant(s) de déchets y compris leurs numéros d'autorisation ;
- 7) le nom et l'adresse exacte du (ou des) destinataire(s) de déchets
- 8) la méthode de traitement des déchets (veuillez utiliser le code indiqué dans les annexes I et II de la loi du 21 mars 2012 relative aux déchets) ;
- 9) les mesures de prévention et de réduction des déchets ;
- 10) le nom de la personne déléguée à la gestion des déchets ;
- 11) le nom de la personne déléguée à l'instruction et la sensibilisation du personnel en matière de la gestion des déchets ;
- 12) les moyens de sensibilisation et de formation du personnel ;
- 13) un plan de l'établissement avec indication des endroits et moyens de collecte et de stockage des différentes fractions de déchets.

b) L'exploitant doit désigner un délégué à la gestion des déchets. Cette personne doit disposer d'une formation suffisante pour assumer ces tâches de façon compétente. Elle est responsable pour l'élaboration, la mise à jour et l'exécution du plan de prévention et de gestion des déchets. Elle doit pouvoir fournir toutes les informations concernant la gestion des déchets de l'établissement aux autorités compétentes.

Le délégué à la gestion des déchets peut être assisté par d'autres personnes de l'établissement. Pour l'exécution de certaines tâches spécifiques, il peut faire appel à des tiers.

c) Un manuel regroupant les différentes procédures de gestion des déchets spécifiques à l'établissement doit être rédigé et mis à la disposition du personnel. Il



doit être conforme au plan de prévention et de gestion des déchets et être, le cas échéant, modifié en conséquence. Sur demande, le manuel doit être mis à disposition de l'Administration de l'environnement. Ce manuel doit obligatoirement mentionner les dates des dernières mises à jour.

d) Le personnel doit recevoir de façon régulière, mais au moins une fois par an, des instructions relatives à la gestion des déchets conformément au plan de prévention et de gestion des déchets. A ces fins, l'exploitant doit désigner une personne compétente qui a la mission de conseiller et de sensibiliser le personnel en matière de gestion des déchets.

Pour le 31 mars au plus tard, l'exploitant doit faire parvenir à l'Administration de l'environnement le rapport annuel concernant la gestion des déchets de l'établissement de l'année écoulée. L'Administration de l'environnement prescrit l'utilisation d'un format préétabli pour le rapport annuel de la gestion des déchets.

Le rapport annuel doit mentionner au moins les points suivants:

- 1) les quantités de déchets en "kg" ;
- 2) la méthode de traitement des déchets (veuillez utiliser le code indiqué dans les annexes I et II de la loi du 21 mars 2012 relative aux déchets) ;
- 3) le nom et l'adresse exacte du (ou des) transporteur(s) et courtier(s)/négociant(s) de déchets ;
- 4) le nom et l'adresse exacte du (ou des) destinataire(s) de déchets ;
- 5) le nom de la personne déléguée à la gestion des déchets ;
- 6) le nom de la personne déléguée à l'instruction et la sensibilisation du personnel en matière de la gestion des déchets ;
- 7) les dates des séances d'instruction du personnel avec indication des sujets respectifs ;
- 8) un plan de l'établissement mentionnant les zones de collecte des déchets avec indication des fractions de déchets collectés par zone.

Les renseignements énumérés aux points 1) à 4) sont à fournir par catégorie de déchets.

e) En cas de remise d'une révision du plan de prévention et de gestion des déchets pour le 31 mars au plus tard, le rapport annuel se référant à la même année de gestion des déchets n'est pas exigé.

f) L'exploitant doit tenir un registre renseignant de façon claire et précise et pour chaque catégorie de déchets sur les points suivants :

- la nature ;
- le cas échéant, l'origine ;
- la quantité ;
- la date de l'évacuation ;
- le nom de la société ayant procédé à l'évacuation des déchets ;
- le nom du courtier / négociant des déchets ;



- le cas échéant, le numéro du document de suivi sous le couvert duquel le transfert s'est effectué et le numéro d'ordre du transfert ;
- la destination ;
- le mode de traitement.

Sur demande, le registre est à mettre à la disposition des autorités compétentes de contrôle

## 7.2 Conditions concernant la collecte et le stockage des déchets

a) A l'intérieur de l'établissement, une ou plusieurs zones de collecte des déchets doi(ven)t être spécialement désignée(s) et aménagée(s) à cet effet. Cette (ou ces) zone(s) doi(ven)t abriter les différents conteneurs ou récipients de collecte pour les différentes fractions de déchets. La (ou les) zone(s) doi(ven)t être aménagée(s) de façon à y permettre une manipulation des déchets en respectant les règles générales de sécurité, de salubrité et de propreté et notamment les conditions fixées dans le présent arrêté.

b) La (ou les) zone(s) de collecte doi(ven)t être convenablement signalisées et de façon indélébile mentionnant au moins les points suivants :

- le fait qu'il s'agit d'une zone de collecte des déchets ;
- les fractions de déchets collectées ;
- l'interdiction de fumer ;
- le cas échéant le nom et les coordonnées de contact de la personne responsable de la gestion des déchets ;
- la mention que toute constatation d'irrégularité doit immédiatement être signalée à la personne responsable pour la gestion de déchets ou, le cas échéant, à la direction.

c) La zone de collecte ainsi que les récipients de collecte doivent être maintenus dans un état de propreté et d'entretien impeccable.

d) La zone de collecte doit être suffisamment éclairée afin de permettre aux personnes qui y travaillent d'effectuer leurs tâches en toute sécurité, même durant les périodes d'obscurité.

e) La collecte des déchets ne peut se faire que dans des récipients appropriés et spécialement conçus à cet effet. Les récipients de collecte doivent être dans un matériel garanti résistant aux produits qu'ils contiennent. A tout moment, les récipients de collecte doivent être dans un état d'entretien impeccable. Les récipients destinés à recevoir des déchets liquides ou semi-liquides doivent être parfaitement étanches.

L'utilisation pour la collecte des déchets de récipients de récupération (notamment de fûts) est interdite. Exception est faite dans le cas où les récipients ont été reconditionnés par une société spécialisée en la matière et disposent d'un certificat de garantie.



f) Les récipients destinés à recevoir des déchets liquides doivent être placés au-dessus d'une cuve de rétention susceptible de recueillir tout déversement éventuel. Le cas échéant, différentes cuves séparées doivent être disponibles afin d'éviter le mélange des écoulements provenant de différents types de déchets.

Chaque cuve doit avoir une capacité égale ou supérieure à la capacité du plus grand récipient augmentée de 10 % de la capacité totale des autres réservoirs contenus dans la cuve. Dans le cas d'un seul récipient, la cuve doit avoir une contenance au moins égale à la capacité du stockage. En plus chaque cuve doit être construite dans un matériel garanti résistant aux produits qu'elle peut contenir.

g) Les récipients destinés à recevoir des déchets volatils ou ayant des composantes volatiles (p. ex. solvants, peintures, matériel souillé par des solvants ou des peintures) ou qui présentent une gêne olfactive doivent être maintenus fermés hermétiquement à tout moment sauf pour leur remplissage et, le cas échéant, pour leur vidange. Le cas échéant, les réservoirs ainsi concernés sont à mettre sous dépression avec collecte et traitement des gaz refoulés et/ou connectés électriquement à une terre.

h) Chaque récipient de collecte doit être convenablement étiqueté. Ces étiquettes doivent mentionner au moins la dénomination exacte du déchet contenu. Les étiquettes doivent être de taille suffisante les rendant lisibles, même de loin et confectionnées de façon à ce que les inscriptions soient indélébiles. Le cas échéant, les normes nationales ou internationales en matière d'étiquetage de substances dangereuses sont à respecter. Toute autre étiquette ou inscription provenant d'une utilisation antérieure doit être enlevée ou être rendue illisible de façon permanente.

i) L'exploitant doit prendre toutes les mesures d'entretien nécessaires pour assurer une évacuation régulière des déchets collectés et entreposés.

j) Toutes les dispositions doivent être prises pour éviter que les déchets collectés ne soient dilués, mélangés ou entraînés de quelque façon que ce soit ni par les intempéries, ni par les précipitations ou les eaux de ruissellement.

k) Notamment les déchets solides susceptibles de se solubiliser à l'eau doivent particulièrement être entreposés à l'abri des précipitations et des eaux de ruissellement et être protégés contre les envols de matière fine ou pulvérulente.

l) Les zones de collecte et de stockage doivent être indiquées de façon claire et précise dans un plan de situation de l'établissement. Ce plan doit être à la disponibilité du personnel. Sur toute demande, il doit être communiqué aux agents de l'Administration de l'environnement. Ce plan doit constamment être mis à jour.

m) Le raccord des zones de stockage des déchets au réseau d'égouts ou à tout autre système d'évacuation est interdit.

n) S'il y a danger de produits liquides déversés, à tout moment, un stock suffisant de matériel absorbant pour produits écoulés doit être à disposition immédiate. Les





zones de collecte doivent obligatoirement être équipées d'au moins un conteneur spécial pour la collecte et l'entreposage des produits absorbants usagés.

o) En dehors des zones spécialement prévues et aménagées à cet effet, tout entreposage de déchets est interdit.

p) Les zones de collecte et de stockage doivent être équipées d'extincteurs de feu appropriés et en nombre suffisant.

### 7.3

#### Conditions concernant la valorisation des déchets

a) Les déchets doivent dans toute la mesure du possible être prioritairement valorisés en vue de leur réintroduction dans le circuit économique.

La valorisation des déchets doit obligatoirement concerner toutes les fractions de déchets dont un recyclage peut se faire dans des conditions raisonnables lorsque :

- preuve a été fournie que des déchets du même type en provenance d'autres producteurs - luxembourgeois ou autres - sont déjà recyclés et le transfert de ces déchets vers les installations de recyclage est rationnellement faisable ;
- le bilan du recyclage en général est plus favorable pour l'environnement que tout autre procédé d'élimination ;
- le transfert vers le centre de valorisation le plus proche peut raisonnablement être imposé à l'exploitant.

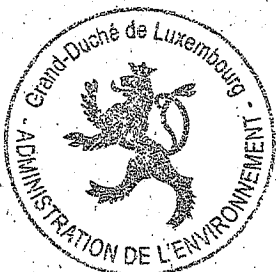
b) La valorisation doit concerner en premier lieu le recyclage des matières. Une utilisation des déchets comme source d'énergie n'est concevable que lorsqu'il est établi que le recyclage des matières n'est pas applicable pour les déchets en question.

c) En vue d'assurer leur recyclage, l'exploitant doit prendre toutes les mesures pour procéder à une collecte sélective des différentes fractions de déchets. A cette fin, l'exploitant doit prévoir les infrastructures de collecte nécessaires.

### 7.4

#### Conditions générales concernant l'élimination des déchets

L'élimination des déchets n'est à envisager que pour les déchets ultimes. L'élimination des déchets doit se faire selon un procédé approprié à la nature du déchet et ne peut se faire que dans des installations dûment autorisées à cette fin.



## **8 Phase chantier**

### **8.1 Concernant la protection de l'air**

#### **8.1.1 *Condition générale***

L'évacuation des émissions de gaz et de poussières doit se faire de la sorte à ne pas incommoder les voisins par des mauvaises odeurs, ni constituer un risque pour leur santé.

#### **8.1.2 *Concernant les groupes électrogènes***

Les groupes électrogènes utilisés pour la production d'énergie électrique doivent satisfaire aux critères de l'état actuel de la technologie et être réglés de façon à ce que les rejets de polluants soient limités à un strict minimum.

#### **8.1.3 *Les exigences en matière de réduction des émissions de poussières résultant des travaux de chantier***

a) Les voies de circulation, les aires de manœuvre et de stockage doivent être entretenues de manière à limiter la formation et l'envol de poussières au strict minimum. Le cas échéant, les voies de circulation et les aires de manœuvre doivent être humidifiées de manière appropriée.

b) Les stockages au sol de matières pulvérulentes doivent, le cas échéant, être stabilisés de manière à éviter les envols de poussières au strict minimum. A cette fin des mesures tel que l'humidification du stockage sont à mettre en œuvre, le cas échéant.

c) Des mesures appropriées telles que le nettoyage des roues sont à mettre en œuvre, le cas échéant, afin de limiter au strict minimum les souillures de la voie publique.

En cas de souillure de la voie publique le(s) responsable(s) du chantier doi(ven)t veiller à ce que la chaussée soit nettoyée dans les meilleurs délais.

### **8.2 Concernant la protection des eaux**

#### **8.2.1 *Les conditions de base***

a) Il est interdit de déverser dans le milieu ambiant, dans un cours d'eau ou dans la canalisation publique, des eaux et/ou des substances pouvant provoquer une pollution ayant des conséquences de nature à mettre en danger la santé humaine, à nuire aux ressources vivantes et au système écologique aquatique, à porter atteinte aux agréments ou à gêner d'autres utilisations légitimes des eaux ainsi que compromettre leur conservation et leur écoulement.



b) Le déversement des eaux usées en provenance d'une installation/aire de nettoyage de pneus et des eaux sanitaires ainsi que le déversement des eaux de ruissellement et des eaux de couches aquifères, dans la mesure où ces dernières sont collectées, vers la canalisation publique se fera de manière appropriée. Il est interdit d'évacuer les eaux en question par déversement sur la voie publique.

### **8.2.2** *Concernant les eaux usées sanitaires*

Durant la phase chantier, des toilettes en nombre suffisant doivent être mises à la disposition des personnes occupées sur le chantier. Les eaux usées sanitaires doivent être évacuées, soit vers le réseau d'égout public pour eaux usées, conformément au règlement communal sur la canalisation, soit être recueillies dans une citerne étanche, dépourvue d'un trop-plein.

Les eaux usées de toilettes chimiques doivent obligatoirement être recueillies dans une citerne étanche, dépourvue d'un trop-plein.

Les citernes prémentionnées doivent être vidangées régulièrement et chaque fois qu'il y a nécessité par une entreprise autorisée à cet effet.

Les produits chimiques utilisés dans des toilettes chimiques ne doivent pas contenir des substances difficilement biodégradables, telles que le formaldéhyde ou des détergents cationiques.

## **8.3** *Concernant la protection du sol et du sous-sol*

### **8.3.1** *Les exigences en matière de dépôt du gas-oil servant à l'alimentation des engins*

Le stockage des hydrocarbures nécessaires aux engins/équipements doit être effectué sur une aire comportant un sol étanche munie d'une rétention suffisante pour contenir tout déversement accidentel.

Les réservoirs doivent être placés dans une cuve étanche aux produits pétroliers et à l'eau.

Cette cuve doit avoir une capacité égale ou supérieure

- à la moitié de la capacité totale des réservoirs qu'elle contient ;
- à la capacité du plus grand réservoir augmenté de 10 % de la capacité totale des autres réservoirs contenus dans la cuve.

Dans le cas d'un seul réservoir, la cuve aura une contenance au moins égale à la capacité du stockage.

N'est (Ne sont) pas couvert(s) par le présent arrêté, le (ou les) réservoir(s) servant à stocker des hydrocarbures (gas-oil, huiles usées, etc..) et ayant une capacité totale supérieure ou égale à 300 litres.

En ce qui concerne plus particulièrement les tonneaux qui contiennent des hydrocarbures, ceux-ci doivent être placés à l'intérieur ou au-dessus d'une cuve. Cette cuve doit être imperméable aux produits pétroliers et à l'eau et doit avoir une



capacité d'au moins la moitié de la capacité totale des tonneaux qu'elle peut contenir (p. ex. conteneur à étagères, Regalcontainer für wassergefährdende Stoffe). En dessous des bouches de soutirage des tonneaux, des cuves ou des matériaux absorbants doivent être aménagés afin de recueillir ou d'absorber d'éventuelles pertes lors des opérations de transvasement. Les matières absorbantes ainsi imprégnées doivent être éliminées en tant que déchets dangereux.

### **8.3.2 Les exigences en matière de ravitaillement des engins/équipements**

a) Le ravitaillement des engins/équipements de chantier doit se faire sans entraîner de fuite ou de perte de carburant.

Les opérations de transvasement doivent être surveillées visuellement par une personne.

b) Le ravitaillement des engins/équipements de chantier doit se faire sur une (des) aire(s) étanche(s) aux hydrocarbures et permettant de recueillir des fuites ou pertes éventuelles.

c) Toute perte d'hydrocarbures doit être immédiatement recueillie.

d) Le bénéficiaire du présent arrêté doit prévoir la mise en place d'un certain stock de produits fixants ou de produits absorbants appropriés permettant de retenir ou de neutraliser les carburants accidentellement répandus. Ces produits doivent être stockés sur l'(les) aire(s) de ravitaillement en des endroits visibles et facilement accessibles, et avec les moyens nécessaires à leur mise en œuvre. En outre, le bénéficiaire du présent arrêté doit prévoir au moins un conteneur spécial pour la collecte et l'entreposage des produits absorbants usagés.

## **8.4 Concernant la lutte contre le bruit**

### **8.4.1 Conditions de base**

Les travaux de chantier ne sont autorisés que pendant les jours ouvrables entre 7<sup>00</sup> heures et 19<sup>00</sup> heures.

### **8.4.2 Concernant l'impact sonore résultant des travaux de chantier**

a) A la limite de la propriété la plus proche bâtie, les niveaux de bruit équivalents en provenance du chantier ne doivent pas dépasser

- la valeur de 70 dB(A) Leq, causée par les activités de l'ensemble du chantier ;
- la valeur de 55 dB(A), causée par des sources de bruit émettant des niveaux constants tels que les groupes électrogènes, les compresseurs etc..



b) Les niveaux de bruit transmis dans les locaux du voisinage ne doivent pas dépasser la valeur de 40 dB(A). Le niveau de bruit est à mesurer au milieu du local, les portes et fenêtres étant fermées.

#### **8.4.3**     *Concernant le contrôle de l'impact sonore résultant des activités de chantier*

En cas de besoin, l'autorité compétente pourra demander un contrôle de l'impact sonore résultant des activités de chantier.

#### **8.4.4**     *Concernant les exigences en matière de mesurage de bruit*

a) Les mesures du bruit sont à exécuter conformément à l'annexe du règlement grand-ducal modifié du 13 février 1979 concernant le niveau de bruit dans les alentours immédiats des établissements et des chantiers.

b) Dans le cas où le spectre des émissions de bruit est dominé par une tonalité précise, perceptible dans les alentours immédiats du chantier, le niveau de bruit déterminé est à majorer de 5 dB(A).

c) Dans le cas où des bruits impulsifs répétés se superposent au niveau sonore de base et dépassent ce niveau de 10 dB(A), le Leq déterminé est à majorer de 5 dB(A).

### **8.5**     **Concernant la prévention et la gestion des déchets**

#### **8.5.1**     *Les conditions générales*

a) Tous les déchets doivent dans toute la mesure du possible être prioritairement valorisés en vue de leur réintroduction dans le circuit économique. Les déchets qui se prêtent à une valorisation doivent être collectés, triés et traités de façon notamment à récupérer un maximum de matières premières secondaires.

b) Toute incinération et tout enfouissement de déchets sont interdits.

c) Les responsables du chantier prendront toutes les mesures afin d'éviter les pertes d'huiles, d'essences et autres hydrocarbures.

d) L'exploitant doit veiller à ce que la valorisation ou l'élimination des déchets qu'il produit soit conforme à tous niveaux à la législation applicable en la matière. Cette responsabilité joue même lorsqu'il a recours à un tiers pour s'assurer de cette tâche.

#### **8.5.2**     *La prévention des déchets (choix des matériaux de construction)*

a) Dans toute la mesure du possible, le choix des matériaux de construction doit se faire de façon à respecter les principes suivants :

- les matériaux doivent être exempts de substances dangereuses et ne pas être constitués de plusieurs matériaux composites ;



- les matériaux doivent être produits selon des technologies respectant au mieux l'environnement et en protégeant au mieux les ressources naturelles ;
- les matériaux sont fabriqués à partir de matières premières secondaires ;
- les matériaux doivent être facilement valorisables.

b) Dans toute la mesure du possible, l'entreprise chargée des travaux doit se procurer les produits ou substances dont elle a besoin dans des récipients, emballages, conteneurs ou autres à usage multiple. L'utilisation d'emballages à usage unique doit pouvoir être raisonnablement motivée à tout moment.

### 8.5.3 *Les déchets généraux résultant des travaux de chantier*

La collecte des déchets en question doit se faire de façon à :

- ne pas ajouter aux déchets de l'eau ou toute autre substance ;
- éviter des pollutions du sol, du sous-sol et des eaux ;
- éviter que les déchets ne soient entraînés de quelque façon que ce soit, ni par les intempéries, ni par les eaux de ruissellement ;
- éviter tout écoulement, toute évaporation et/ou tout lessivage de substances dangereuses pour l'environnement humain et naturel ;
- tenir compte des caractéristiques physiques et chimiques des déchets ;
- ne pas mélanger les différents déchets dans la mesure où le traitement séparé est requis pour les besoins de la valorisation ou de l'élimination ;
- séparer les différents déchets dont la collecte sélective s'avère impossible.

## 9 Dispositions particulières

### 9.1 **Concernant les règles générales**

a) L'établissement doit disposer de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtres, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, absorbants, etc..

b) L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la construction et l'exploitation pour limiter les risques de pollution accidentelle de l'air, des eaux ou du sol et sous-sol.

### 9.2 **Concernant les dispositions spécifiques relatives à un sinistre (incendie)**

a) L'exploitant doit mettre en oeuvre toutes les mesures nécessaires en matière d'architecture, de technique et d'organisation du fonctionnement de l'établissement garantissant lors d'un sinistre (incendie) une limitation des incidences sur l'environnement à un strict minimum, notamment en ce qui concerne les rejets de polluants dans l'atmosphère et la contamination des eaux d'extinction.



En particulier sont à mettre en oeuvre les précautions suivantes :

- utilisation dans le cadre de la construction, uniquement de matériaux et d'équipements utilitaires qui, lors d'un sinistre, ne génèrent pas de substances dangereuses et toxiques pour l'environnement. Ainsi, les éléments prémentionnés (y compris le câblage électrique) ne doivent entre autres pas contenir de substances halogénées, d'isocyanates, de polychlorobiphényles (PCB) et de polychloroterphényles (PCT) ;
  - mise en place de séparations coupe-feu appropriées, adaptées aux circonstances ainsi qu'à la nature et aux quantités des produits/substances ;
  - application de moyens spécifiques garantissant une détection rapide et un combattement efficace des incendies. Ces moyens doivent être déterminés, dimensionnés et installés de façon à être appropriés quant à la nature et aux quantités des éléments polluants et/ou dangereux utilisés dans la construction et l'exploitation.
- b) L'Administration de l'environnement pourra, dans le cadre d'un sinistre
- faire procéder à des analyses spécifiques ;
  - faire développer un plan d'assainissement et d'élimination des déchets dangereux pour l'environnement ;
  - charger une entreprise de travaux visant à limiter et éviter les risques pour l'environnement.

Le coût de ces opérations est à charge de l'exploitant.

## **10 Réception et contrôle de l'établissement**

### **10.1 Concernant les exigences en général**

a) La réception ainsi que les contrôles requis dans le cadre du présent arrêté ne peuvent, sauf indication contraire de l'autorité compétente, être effectués que par un organisme agréé par le ministre ayant dans ses attributions l'environnement, dans le cadre de la loi du 21 avril 1993 relative à l'agrément de personnes physiques ou morales privées ou publiques, autres que l'Etat pour l'accomplissement de tâches techniques, d'études et de vérification dans le domaine de l'environnement.

b) L'Administration de l'environnement doit être informée au préalable de la date exacte de la réception / des contrôles. Une copie de chaque rapport de réception / de contrôle doit être envoyée directement par l'organisme agréé à l'Administration de l'environnement. Simultanément chaque rapport est à envoyer à l'exploitant de l'établissement.

c) Sans préjudice de l'obligation de respecter les conditions du présent arrêté, et pour le cas où un des rapports prémentionnés fait ressortir des points à incriminer (non-conformités, modifications, etc.), l'exploitant de l'établissement est tenu d'établir une prise de position détaillée relative aux conclusions et recommandations de



l'organisme agréé. Cette prise de position doit en plus comprendre un échéancier précis dans lequel l'exploitant compte se conformer aux exigences du présent arrêté.

La prise de position, accompagnée d'une copie du rapport en question, est à envoyer à l'Administration de l'environnement dans un délai de trente jours à partir de la date de la lettre d'accompagnement certifiant l'envoi du rapport spécifique aux parties concernées.

d) En outre, l'organisme agréé est tenu lors de la réception / des contrôles de signaler sans délai à l'Administration de l'environnement tout défaut, toute nuisance ainsi que toute situation qui constitue ou est susceptible de constituer une atteinte à l'environnement, ceci pour l'ensemble de l'établissement.

e) Si nécessaire, l'Administration de l'environnement pourra demander des contrôles et analyses supplémentaires.

f) L'Administration de l'environnement pourra procéder ou faire procéder à tout moment à des contrôles de l'exploitation sans que l'exploitant ne puisse s'y opposer. En outre, l'exploitant devra supporter les frais de ces contrôles.

g) Afin de permettre que la réception / les contrôles soient réalisés conformément aux exigences requises, l'exploitant doit mettre à la disposition de l'organisme agréé le présent arrêté, le dossier de demande intégral ainsi que toute autre pièce spécifique nécessaire.

## **10.2 Concernant la réception des équipements, des installations et de la construction**

L'exploitant doit charger un organisme agréé d'établir un rapport de réception des aménagements de l'établissement. Ce rapport doit être présenté à l'Administration de l'environnement avant le démarrage des installations et/ou des activités de l'établissement. Il doit contenir entre autres :

- une vérification de la conformité des équipements, des installations, de la construction et des dispositions techniques par rapport :
  - aux indications et plans figurant dans la demande d'autorisation (sauf en ce qu'ils auraient de contraire aux dispositions du présent arrêté) ;
  - à l'objet et aux prescriptions du présent arrêté (ne sont pas visées par la présente les exigences des mesurages pour la détermination des impacts par rapport à l'environnement) ;
- une vérification que les travaux de mise en place des installations, des équipements, de la construction et des dispositions techniques et antipollution ont été effectués suivant les règles de l'art ;
- une vérification que la somme des substances halogénées par compartimentage (T60 et F90) ne dépasse pas 1.000 kg ;
- mentionner toutes les modifications par rapport aux éléments autorisés par le présent arrêté.





### **10.3 Concernant le contrôle des conditions en matière de la protection du sol et du sous-sol**

Tous les ans, un organisme agréé doit vérifier la conformité des exigences prescrites dans le chapitre «Protection du sol et du sous-sol» en relation avec les réservoirs et les cuves de rétention.

### **10.4 Concernant les contrôles en matière de la lutte contre le bruit**

En cas de besoin, l'Administration de l'environnement pourra demander un contrôle de la situation acoustique.

### **10.5 Concernant la prévention et la gestion des déchets**

a) Au moins tous les trois (3) ans, après le démarrage des activités, ou sur demande de l'Administration de l'environnement, l'exploitant doit faire vérifier son plan de prévention et de gestion des déchets.

b) Sur demande de l'Administration de l'environnement, l'exploitant doit faire vérifier son plan de prévention et de gestion des déchets par un organisme agréé.

c) Annuellement et au plus tard pour le 31 janvier, l'exploitant doit faire parvenir à l'Administration de l'environnement un rapport concernant la gestion des déchets de l'établissement (voir chapitre «Prévention et gestion des déchets en provenance de l'exploitation normale de l'établissement»).

### **10.6 Concernant les analyses relatives à un fonctionnement anormal (sinistre) de l'établissement**

Le fonctionnement correct des installations / équipements de protection contre l'incendie doit être contrôlé au moins une fois par an par un organisme compétent en la matière.

## **11 Mesures d'information en cas d'incident grave ou d'accident**

En cas d'incident grave ou d'accident mettant en jeu l'intégrité de l'environnement, l'exploitant doit avertir sans délai l'Administration des services de secours. Il doit en outre avertir dans les plus brefs délais possibles, par des moyens appropriés (téléfax) l'Administration de l'environnement. Il fournira à cette dernière, sous quinzaine, un rapport circonstancié sur les origines, les causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour pallier à ces dernières et celles prises pour éviter qu'elles ne se reproduisent.



## **Désignation d'une personne de contact chargée des questions d'environnement**

L'exploitant doit désigner une personne de contact chargée des questions d'environnement et un remplaçant de ce dernier qui devront à tout moment pouvoir fournir les renseignements demandés par les autorités compétentes. Les noms de la personne de contact et du remplaçant sont à communiquer par écrit à l'Administration de l'environnement au plus tard le jour du début des activités. Toute substitution quant à la personne de contact ou à son remplaçant doit être signalée sans délai à l'Administration de l'environnement.

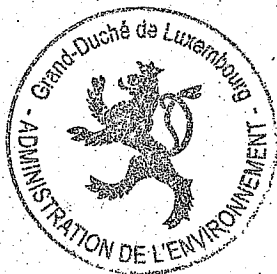
### **Article 2 : Transmission de l'arrêté**

Le présent arrêté est transmis en original à la société INNOVATION CLUSTER S.à r.l. pour lui servir de titre, et en copie :

- à la société CSD Sécurité S.A. pour information ;
- à l'Administration Communale de la Ville de Esch-sur-Alzette aux fins déterminées par l'article 16 de la loi modifiée du 10 juin 1999.

### **Article 3 : Moyens de recours**

Contre la présente décision, un recours en réformation peut être interjeté auprès du Tribunal Administratif statuant comme juge du fond. Ce recours doit être introduit sous peine de déchéance dans un délai de 40 jours à partir de la notification de la présente décision par requête signée d'un avocat à la Cour.



Marco SCHANK

Ministre délégué au Développement  
durable et aux Infrastructures